

« L'effacement de l'identité palestinienne sur les campus », Nur Agbaria, Université de Haïfa, 14.7.2025

Introduction

Bonjour à toutes et à tous. Commençons notre rendez-vous quotidien qui, comme le rappelle souvent Ayelet, est à la fois un moment d'apprentissage et de protestation. Aujourd'hui, nous portons notre attention sur l'expérience vécue par les étudiantes et étudiants palestiniens dans les universités israéliennes en temps de guerre. Nous avons le plaisir d'accueillir Nur Agbaria, étudiant en droit à l'université de Haïfa. Son témoignage porte principalement sur cette université, mais la situation n'est guère différente ailleurs. Nur, tu as la parole. Tu disposes de huit minutes, puis nous passerons aux questions via le chat.

Conférence

Bonjour à toutes et à tous. Il n'est pas simple de faire tenir tout cela en huit minutes. Je m'appelle Nur Agbaria, et comme Ido l'a mentionné, je suis étudiant en droit à l'université de Haïfa. Je viens d'une famille palestinienne. J'ai grandi à Jaffa — ma mère est originaire de Jaffa, mon père est originaire de Musmus, dans la région de Wadi Ara, et la famille élargie de ma mère vit toujours dans le camp de réfugiés d'Askar, près de Naplouse, où elle a été déplacée lors de la Nakba en 1948.

Je suis ici pour dire ce qu'il est difficile de formuler à voix haute. Je ne parle pas seulement de la peur. Je parle d'un effacement. Pas seulement d'une censure de mon opinion ou de ma langue, mais d'un effacement de mon identité. Une identité palestinienne contrainte de se rétracter, de vivre dans l'ombre — précisément là où elle devrait pouvoir s'épanouir : à l'université, dans le monde académique. En quelques minutes, je vais essayer de mettre en lumière les mécanismes de cet effacement, à partir de mon expérience personnelle.

Tout a commencé le 7 octobre, une date qui a bouleversé nos vies à tous. Mais pour nous — les étudiants palestiniens dans le cadre universitaire israélien — cela a marqué une rupture historique. Presque immédiatement, avant même que les faits soient établis, que des enquêtes ne soient menées, l'université a suspendu des étudiants palestiniens soupçonnés de s'être « comportés de manière inappropriée », d'avoir tenu des « propos déplacés » — sans convocation, sans procédure disciplinaire, sans aucun contexte. À l'époque, un simple drapeau palestinien dans une bio Instagram suffisait. Il n'était même pas nécessaire de dire quoi que ce soit. Un nom arabe, une identité palestinienne, un soupçon — cela suffisait à justifier une suspension. Le message était clair : votre identité est un problème. Votre opinion est une menace. Votre présence même est illégitime. Depuis ce moment, nous avons subi de bâillonnement, de stigmatisation, de violences verbales — notamment dans les groupes WhatsApp, et cela continue encore aujourd'hui, près de deux ans plus tard.

Je vous ramène à cette période. Nous avons vu circuler des messages tels que : « Il faut utiliser la force et rayer Gaza de la carte — ne laisser aucun chien vivant », ou encore : « Il n'y a pas de place pour ceux qui ne sont pas de notre côté. » Ce sont de véritables citations, extraites de groupes WhatsApp de notre université. Accompagnées d'avertissements explicites : « Les étudiants qui arborent le 'drapeau de l'air' — un euphémisme pour le drapeau palestinien — doivent savoir qu'ils sont en danger. » Pas « risquent une sanction » — en danger. C'est une menace directe, également hors du campus. Des pages de réseaux sociaux suivies par des dizaines de milliers de personnes ont commencé à publier les noms, visages et messages d'étudiants palestiniens, faisant de nous des cibles. L'asymétrie est flagrante : un étudiant israélien ou une étudiante israélienne peut appeler à « rayer Gaza de la carte » sans que cela n'émeuve grand monde — on y verra une réaction émotionnelle légitime. Mais un étudiant palestinien exprimant de la douleur pour les civils à Gaza sera immédiatement soupçonné de terrorisme. Cette différence de traitement repose uniquement sur

l'identité de celui ou celle qui parle. Ce n'est pas de l'égalité, c'est l'institutionnalisation du soupçon.

Alors, comment une identité est-elle effacée ? Il s'agit d'une méthode. Cela commence par l'affirmation de soi : dire « je suis palestinien », « je suis palestinienne », sans s'excuser, sans atténuation, devient en soi une provocation. On nous dit : « Si tu te dis palestinien, c'est que tu nies l'existence de l'État. » Cela résume tout : notre identité est perçue comme une négation. Au lieu d'être reconnue comme un droit fondamental, elle devient une menace qu'il faut sans cesse neutraliser. La première étape de l'effacement, c'est nous faire avoir honte de ce que nous sommes. Ensuite vient la criminalisation : toute déclaration politique est assimilée à un soutien au terrorisme. Et si nous restons, si nous osons parler, alors nous ne sommes pas seulement « dans l'erreur » — nous devenons « dangereux ». Des menaces pour la sécurité, qu'il faut réduire au silence.

Puis il y a eu ce mémorial humain silencieux, organisé en hommage aux enfants tués à Gaza. Ce n'était pas un acte politique — juste humain. Je ne l'ai pas organisé, mais comme je fais partie du groupe étudiant « Debout ensemble » [*Omdim beYakhad*, un collectif arabo-juif], j'ai été ciblé. L'université nous a suspendus. Nous avons été submergés de plaintes, d'insultes, de haine. Des photos d'étudiants ont été relayées sur des pages extrémistes. Certains ont reçu des menaces, d'autres ont cessé de venir sur le campus. Les étudiants palestiniens n'ont pas osé participer — ils savaient déjà comment cela se terminerait. Mais même leur silence a été effacé. Il n'existe aucune manière acceptable d'exprimer un deuil palestinien. Même un langage mesuré, légal, poli, est perçu comme une incitation. Toute critique devient une preuve d'ingratitude. On m'a dit : « Tu vis ici par grâce, pas par droit. » Et voilà le résultat : nous intériorisons l'oppression. C'est ainsi que naît le silence. C'est ainsi que nous — étudiants palestiniens — cessons de parler, de nous montrer, de nous sentir légitimes. C'est ainsi que nous sommes effacés.

Je me pose une question difficile : ai-je même le droit d'être ici ? Ce n'est pas une question de privilège, mais d'existence. Ai-je le droit d'étudier ici ? À quelles conditions ? Avec quelle identité ? Combien de parts de moi-même dois-je taire pour survivre ? Sur ce campus, mon identité doit sans cesse être validée. Je ne peux pas juste exister. Je ne peux même pas poser les questions les plus élémentaires, comme : ai-je le droit de prononcer le mot « Gaza » ? Ai-je le droit de pleurer un enfant palestinien ? Ai-je le droit d'appeler à la fin de la guerre ? Chaque mot est un champ de mines. Le décalage est immense : les étudiants juifs peuvent parler, pleurer, protester, être écoutés. Moi, en tant que Palestinien, je dois d'abord prouver mon innocence — montrer que je me soucie aussi des vies israéliennes. Ce n'est qu'ensuite, peut-être, qu'on m'écouterait — avant de me rejeter.

Et ici, je dois être clair : le problème ne réside pas uniquement dans les étudiants qui profèrent des insultes, des menaces ou des propos racistes. Le véritable problème, c'est que l'université elle-même — l'institution censée me protéger — reste silencieuse, voire complice. Ce n'est pas un ressenti. C'est un constat. Je vous montre par un graphique.

Prenons d'abord l'exemple du syndicat étudiant de droite, qui prétend représenter tout le monde, mais qui s'oppose explicitement à l'existence de groupes étudiants arabes ou à l'activité de « Debout ensemble ». Puis vient la suspension de notre groupe. L'un des tournants majeurs : exprimer de l'empathie pour les Palestiniens est devenu un délit. Une étudiante palestinienne a un jour écrit dans notre groupe de classe : « Enfin, l'université a appris à vous remettre à votre place. » Et cette « joie » a été cautionnée institutionnellement. Autre exemple : la censure de contenus. Nous avons tenté de projeter le documentaire *No Other Land*, sur un village palestinien en Cisjordanie. L'université l'a interdit. Ce n'est qu'après une forte mobilisation publique qu'elle a reculé. Pourquoi ? Parce que, selon un membre du groupe étudiant d'extrême droite *Im Tirtzu*, « ce film n'est pas approprié ». Les consignes actuelles sont, dit-on, « efficaces » : elles filtrent les contenus indésirables. Mais qui décide de ce qui est approprié ? Pas le public — seulement le public de droite.

Des étudiants palestiniens sont également convoqués pour des « entretiens de clarification », pour avoir participé à des manifestations pacifiques juives-arabes, souvent avec nos professeurs. Ces

convocations émanent de la sécurité du campus. On leur demande de « se calmer » — ou de calmer leurs camarades. Un des leaders du groupe *Hadash* a même été interrogé par les services de sécurité israéliens, simplement pour avoir assisté à une manifestation.

Tout cela nourrit une culture de peur — et le pire, c'est le silence face à l'incitation. Nous recevons des menaces tous les jours. Des messages comme : « Va étudier le droit à Gaza », ou « Vivre en Palestine est aussi une option », voire pire : un étudiant israélien m'a écrit personnellement : « Je poursuivrai mes ennemis et je les atteindrai, sans revenir avant de les avoir détruits » — un verset biblique [*Psaume* 18:38], mais je savais ce qu'il sous-entendait. D'autres m'ont écrit en arabe : « Tu ne vaux même pas la poussière sous les pieds de nos soldats — montre un peu de respect. »

Le problème, ce n'est pas seulement le contenu. C'est la réponse — ou l'absence de réponse — de l'université. Au lieu de nous protéger, elle a proposé une médiation. Nous avons envoyé des lettres, signalé toutes ces menaces — et le doyen nous a conseillé de rédiger une « charte de dialogue ». On nous a dit : « Désolé pour ce que vous ressentez. » Mais ce ne sont pas des sentiments. C'est notre réalité. Si un étudiant palestinien avait envoyé un verset similaire à un étudiant juif, il aurait été suspendu immédiatement.

Comment je vis tout cela ? Je viens en cours. Je m'assois à côté d'autres étudiants — parfois des amis, parfois ceux et celles qui m'ont menacé la veille dans un groupe WhatsApp. Je suis présent physiquement — mais je ne me sens pas chez moi. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas d'autres Palestiniens. C'est que la plupart d'entre nous avons trop peur pour parler. Le danger est réel, pas théorique. J'ai peur, sincèrement, d'être agressé. Et peut-être la vérité la plus difficile à admettre : l'université n'est plus un espace sûr pour moi.

En terminant, je veux évoquer une personne qui incarne la douleur de tous les étudiantes et étudiants palestiniens des campus israéliens : Shada Khatib. Étudiante en droit, une amie, l'une des nôtres. Brillante, drôle, jeune. Elle a été tuée chez elle à Tamra, par un missile iranien, le mois dernier. Née en 2005. Morte en 2025. Elle avait 20 ans. Elle devait passer ses examens avec nous cet été. Elle ne s'assiera plus dans nos amphithéâtres. Elle ne finira pas son diplôme. Elle ne rêvera plus.

Quand l'université a reconnu sa mort, elle nous a dit : « Vous pouvez en parler — mais pas politiquement. » Comment est-ce possible ? Elle a été tuée dans une guerre. Une guerre que nous n'avons pas choisie. Chez elle. En tant que civile, en tant que Palestinienne, en tant qu'étudiante. Je vous pose la question : si un soldat israélien étudiant avec moi avait été tué — Dieu nous en préserve — nous aurait-on interdit de le qualifier de héros ? Je ne demande aucun traitement de faveur. Je ne veux pas de privilèges — seulement le droit fondamental de pleurer, de me souvenir, de dire : elle n'était pas qu'un numéro. Elle avait un nom, un visage, un sourire. Mais on ne nous a pas laissé cet espace. On nous demande de continuer. D'étudier. De nous taire. Et si j'évoque Shada, même si cette conférence porte sur Gaza, c'est parce que sa mort démontre une vérité douloureuse : même nos morts, en tant que Palestiniens, ne sont pas bienvenues ici. Même dans la mort, on attend de nous le silence — à Tamra comme à Gaza.

En fin de compte, tout ce que nous demandons, c'est d'exister, d'appartenir, de pleurer, d'être vus. Mais sur les campus, et dans la société israélienne en général, mon identité palestinienne est perçue comme une menace. Mes larmes pour une fillette de Gaza, ou pour une amie comme Shada, sont vues comme une trahison. Mes questions sur la guerre sont perçues comme des attaques. Dans un espace qui devrait incarner le pluralisme, les droits et la liberté d'expression, je vis sous restriction. Ce n'est pas un hasard. C'est un système. Et le silence n'est pas neutre — c'est un silence face à la violence, à l'exclusion, à l'incitation. C'est de la complicité. Et si je peux faire passer un seul message, aussi modeste soit-il, c'est celui-ci : voyez-nous. Laissez-nous être. Pas par tolérance ou générosité, mais par reconnaissance. Parce que la voix palestinienne fait aussi partie de cette histoire. Et notre douleur mérite une place.